

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

**PRÉ-FORUM SUR LE GENRE DU 11<sup>ème</sup> DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LA DÉMOCRATIE,  
LES DROITS DE L'HOMME ET LA GOUVERNANCE: TENDANCE, PERSPECTIVES, ET DÉFIS**

**THÈME:**

***LE RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES COMME ANTIDOTE AUX  
CHANGEMENTS ANTICONSTITUTIONNELS DE GOUVERNEMENT***

**NOTE CONCEPTUELLE**

**20 - 21 NOVEMBRE 2022**

**COTONOU, BÉNIN**

**A. CONTEXTE**

Les prises de pouvoir militaires et les amendements constitutionnels visant à renforcer les pouvoirs exécutifs ou à prolonger les mandats présidentiels ont été et restent un phénomène courant dans le paysage politique africain. De 1950 à 2010, le continent a connu un total de 92 coups d'État réussis<sup>1</sup>. Les récentes expériences de changements anticonstitutionnels de gouvernement (CAG) au Soudan, au Mali, au Burkina Faso, au Tchad et en Guinée viennent s'ajouter à la liste des autres pays qui ont été confrontés à des CAG au cours des dernières décennies. Conscients de cette menace, les chefs d'État et de Gouvernement de l'UA ont adopté une position commune sur les CAG lors du sommet de Harare en 1997. Cela a ouvert la voie à d'autres efforts au niveau continental pour relever les défis des CAG par le biais de cadres normatifs, notamment la Déclaration de Lomé de 2000, la CADEG de 2007, la Déclaration d'Accra de 2022 et les Décisions de Malabo du Sommet Extraordinaire de l'UA sur les Changements Anticonstitutionnels de Gouvernement et le Terrorisme en mai 2022, qui ont abordé les questions relatives aux CAG. Cependant, malgré ces initiatives et ces efforts, les menaces de CAG persistent.

Après des décennies d'efforts pour la consolidation des normes démocratiques sur le continent, la récurrence des changements anticonstitutionnels de gouvernement et les défis qui y sont associés deviennent une tendance inquiétante qui menace sérieusement la gouvernance, la paix et la stabilité du continent. Les complexités entourant la fin, l'extension et le transfert du pouvoir dans les pays africains ont été une caractéristique notable du processus de construction de l'État sur le continent. Cependant, malgré les avancées démocratiques obtenues grâce aux processus électoraux dans de nombreux pays africains, la multiplication des coups d'État, les contestations politiques intenses, les troisièmes mandats et les amendements constitutionnels ont plongé un certain nombre de pays dans l'instabilité sociale, économique et politique. En outre, ces problèmes ont érodé la légitimité des gouvernements en place, entraînant des protestations et des contestations de la légitimité des gouvernements dans de nombreux pays.

Malgré les réponses conçues et les stratégies employées aux niveaux continental, régional et national de la gouvernance, la gestion des CAG reste toujours un obstacle important à la stabilité du continent. La résurgence des changements anticonstitutionnels de gouvernement avec de nouvelles dimensions continue d'affliger le continent, entraînant un énorme recul de la gouvernance et des acquis démocratiques. Les réponses et les mesures d'application entreprises par l'UA et les CER mettent en évidence des déficits à la fois stratégiques, opérationnels et techniques, qui comprennent des lacunes dans les instruments normatifs pertinents, un manque de clarté conceptuelle sur les CAG, une application variable des sanctions et leurs résultats en dents de scie, l'absence d'un mécanisme continental structuré d'alerte rapide pour les CAG, une faible réponse rapide et une mauvaise coordination entre l'UA et les Communautés économiques régionales, entre autres.

Alors que les institutions régionales et continentales se battent pour trouver des solutions pour traiter et gérer les CAG, il convient de noter que d'autres acteurs doivent être impliqués dans la lutte contre les CAG. Pour obtenir un résultat meilleur et efficace, il est nécessaire de procéder à une analyse plus approfondie des CAG, de la nature des réponses et des lacunes à combler, ainsi que de souligner le rôle des femmes, qui ne peut être ni sous-estimé ni négligé.

## **B. JUSTIFICATION**

---

<sup>1</sup> Powell, Jonathan & Clayton Thyne. 2011. Global Instances of Coups from 1950-Present (Dataset). *Journal of Peace Research* 48[2]: 249-259)

Les femmes représentent jusqu'à 50 % de la population africaine<sup>2</sup> et jouent un rôle central dans le renforcement de la gouvernance démocratique, qui est la clé d'une Afrique pacifique et prospère. Souvent, les femmes ne sont perçues que comme des victimes et des soignantes lors de conflits violents, de troubles politiques, de prises de pouvoir militaires et de coups d'État sur le continent. Pendant les conflits violents et les périodes d'insécurité, les femmes sont ciblées et privées de leur droit de participer aux processus décisionnels et politiques, ce qui affecte directement le progrès du continent africain.

En outre, il est essentiel de reconnaître et de renforcer le rôle des femmes dans la rupture de ce cycle de CAG, car c'est la pièce manquante du puzzle. Les femmes sont d'excellents leaders, médiateurs et se sont avérées efficaces pour mettre fin et prévenir les conflits violents qui ont conduit à des effusions de sang. Bien que leur contribution ait souvent été moins reconnue, les femmes ont joué un rôle important dans les luttes de libération et ont mené des guerres contre la colonisation et l'esclavage. Les guerrières amazones du Dahomey, dans l'actuelle République du Bénin, sont une illustration frappante de la contribution des femmes à notre continent dans la lutte contre le colonialisme.

Les femmes continuent de contribuer de multiples façons au progrès du continent africain, mais cette contribution n'est généralement pas reconnue. Les femmes ont été en première ligne et ont occupé des espaces qui ont défié les régimes militaires et ont protesté contre les coups d'État<sup>3</sup>. Les femmes ont travaillé et travaillent encore dans l'ombre pour remettre en cause le statu quo et mener les efforts de paix dans les communautés et les pays. Cependant, les récits des femmes ont toujours été négligés, détournés ou n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritaient. Les femmes savent résoudre les problèmes et il est essentiel qu'elles participent à la discussion sur la manière de remédier aux problèmes de CAG sur le continent. Les femmes ne sont pas à l'origine des coups d'État, mais elles en subissent les conséquences<sup>4</sup> - elles ont tout intérêt à créer une Afrique où les CAG appartiennent au passé.

La recherche et la pratique ont établi un lien clair entre la nécessité de la participation politique des femmes et leur impact positif sur les relations civilo-militaires et la réduction des confrontations qui mènent au conflit. Des preuves empiriques solides ont démontré que les femmes dirigeantes agissent de manière moins militariste au niveau international et dans les relations interétatiques<sup>5</sup>. Il existe donc un lien étroit entre la promotion d'une plus grande représentation féminine en politique, au parlement et aux postes de direction, et la réduction du risque de coups d'État.

Il est essentiel de créer une plateforme pour des conversations qui prennent en compte les réalités des femmes africaines et enregistrent leurs contributions ainsi que des recommandations pour lutter contre le CAG. En raison de la réémergence des CAG sur le continent africain, liée à des problèmes de sécurité tels que la prolifération du terrorisme, le renforcement de la participation des femmes à la politique et aux processus de prise de décision n'est pas seulement une garantie de l'engagement de l'Afrique en faveur du progrès, mais peut être un mécanisme permettant de désamorcer les éventuels problèmes de sécurité et d'inverser la CAG sur le continent.

C'est à la lumière de ce raisonnement que les organes et institutions de l'Union Africaine qui forment la Plateforme Africaine de Gouvernance à travers le Secrétariat de l'AGA-APSA organisent le Pré-Forum annuel sur le Genre du 11ème Dialogue de Haut Niveau sous le thème de "La participation politique

---

<sup>2</sup> World Bank Report, Data on African's Population; <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL.FE.ZS?locations=ZG>. Accessed Sept 2022

<sup>3</sup> Amid Coup, Sudan's women fight to keep hard-won rights, brown, Ryan Leneora, <https://www.csmonitor.com/World/Africa/2021/1028/Amid-coup-Sudan-s-women-fight-to-keep-hard-won-rights>, Accessed Sept 2022.

<sup>4</sup> Men's Coups, Women's Troubles, Yesim Arat, <https://muse.jhu.edu/article/648037/pdf>

<sup>5</sup> Right "Mana" for the job? the influence of Gender on Civil-Military Friction, Theresa Schroeder and Jonathan Powell, [https://www.jstor.org/stable/48609255#metadata\\_info\\_tab\\_contents](https://www.jstor.org/stable/48609255#metadata_info_tab_contents), Accessed Sept 2022

des femmes comme antidote aux changements anticonstitutionnels de gouvernement" du 20 au 21 novembre 2022 à Cotonou, Bénin.

Les discussions tenues lors du pré-forum sur le genre alimenteront le 11ème DHN. Le forum est conçu pour offrir un espace aux femmes de toutes les sphères pour délibérer sur les développements récents sur notre continent, poser les bases de l'Afrique Que Nous Voulons et développer des solutions innovantes.

### C. APPROCHE THEMATIQUE

Le Pré-forum sur le Genre se concentrera principalement sur le phénomène des changements anticonstitutionnels de gouvernement, avec des sous-thèmes qui guideront les discussions sur la prise en compte de la perspective du genre dans les CAG. Les discussions mettront l'accent sur le contexte historique, juridique et normatif, et se plongeront dans des domaines thématiques spécifiques au genre afin de tirer des leçons, d'élaborer des solutions et une voie pour une mise en œuvre inclusive qui place le genre au centre.

- 1. RÉSURGENCE DES CHANGEMENTS ANTICONSTITUTIONNELS DE GOUVERNEMENT : UN RETARD POUR LES DROITS DES FEMMES EN AFRIQUE:** Les femmes ont apporté des contributions considérables aux pratiques de gouvernance démocratique sur le continent. La récente résurgence des CAG a sans aucun doute été un revers pour les progrès réalisés en matière de droits des femmes sur le continent. Cette session explorera ces reculs, l'utilisation de la violence basée sur le genre comme arme de guerre et étudiera l'état actuel des droits des femmes en faisant référence spécifiquement aux crises politiques en cours sur le continent.
- 2. ANALYSE DES CADRES NORMATIFS DE L'UA ET DES CER POUR LA PROTECTION DES DROITS DES FEMMES EN PÉRIODE DE CAG:** Cette session sera l'occasion d'explorer le cadre normatif et juridique de l'Union Africaine et des CER en se concentrant spécifiquement sur les dispositions préexistantes pour les droits des femmes et leur protection en période de coup d'état et de crise politique. En partageant les expériences et en tirant les leçons du passé, le panel et le public discuteront des solutions pour améliorer la protection des droits fondamentaux des femmes en période de conflits.
- 3. LES FEMMES AUX COMMANDES : LE RÔLE DES FEMMES DANS LA RÉALISATION DE TRANSITIONS POLITIQUES PACIFIQUES ET LA NORMALISATION DES RELATIONS CIVILES ET MILITAIRES :** Historiquement, les femmes ont été considérées principalement comme des victimes des transitions politiques. Cependant, les femmes ont été au centre des mouvements de résistance avant la colonisation et pendant la lutte pour l'indépendance. Cette session discutera du rôle historique des femmes dans la lutte contre le colonialisme et l'indépendance, mais aussi du rôle qu'elles jouent dans les transitions pacifiques du pouvoir en tant que médiatrices, facilitatrices ou gardiennes de la paix, brisant ainsi l'hyper-masculinité et les normes sociales patriarcales.
- 4. STRATÉGIES DE TRANSFORMATION : RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES COMME ANTIDOTE AU CAG:** Des études ont montré qu'il y a un avantage politique positif à augmenter la présence des femmes en politique, car les bienfaits de l'exercice d'une fonction politique par les femmes l'emportent sur les inconvénients. Cette session permettra aux intervenants et aux discutants d'explorer la participation politique active des femmes comme antidote au CAG afin de mieux comprendre l'impact des femmes en politique et d'identifier les facteurs qui influencent la politique intérieure et les relations internationales en général.
- 5. MISE EN ŒUVRE INCLUSIVE DES DÉCLARATION D'ACCRA ET DE MALABO CONTRE LES CAG :** Cette section vise à développer les aspects pratiques de la mise en œuvre des Déclarations d'Accra et de Malabo contre les CAG. Les participants discuteront et feront des propositions sur la façon dont les femmes peuvent être au premier plan de la feuille de route pour la mise en œuvre.

Cette session discutera du rôle des États membres, de l'UA, des organes et des CER, des OSC et des autres parties prenantes dans la prise de mesures pratiques pour la mise en œuvre des Déclarations d'Accra et de Malabo.

6. **L'AFRIQUE PARLE:** Cette session est conçue comme une conversation intergénérationnelle pour permettre l'échange d'expériences et mettre en valeur les contributions des femmes aux valeurs démocratiques et contre les CAG, grâce à leur résilience et leur pouvoir.
7. **INTERMÈDE:** Les intermèdes entre les sessions seront assurés par des voies créatives en partageant des spectacles culturels, de la musique et des vidéos inspirantes et pertinentes qui visent à inspirer les participants.

#### **D. A PROPOS DU PRÉ-FORUM SUR LE GENRE**

Le Pré-Forum sur le genre du 11ème DHN sera organisé sous les auspices de la Plateforme Africaine de Gouvernance (PAG), Stratégie d'Engagement des Femmes (SEF). L'objectif principal du Pré-Forum est de fournir un espace sûr pour les femmes afin de contribuer au discours sur la réalisation de solutions durables aux CAG. Les délibérations contribueront aux discussions politiques des organes de l'UA. Le Pré-Forum vise également à exploiter les idées, les capacités et la créativité des femmes pour proposer des solutions aux CAG par le biais d'échanges intergénérationnels et inter-régionaux.

En outre, les conclusions du pré-forum sur le genre feront partie des délibérations du 11e Dialogue de Haut Niveau sur la Démocratie, les Droits de l'Homme et la Gouvernance qui explorera les tendances, les défis et les perspectives. Le Pré-Forum sur le Genre contribuera également et complètera les discussions politiques sur le thème du 11ème DHN.

#### **E. OBJECTIF GLOBAL**

L'objectif global du Pré-Forum sur le Genre du 11ème DHN est de fournir un espace collaboratif, ouvert et inclusif afin de favoriser et d'encourager une participation significative des femmes dans les délibérations politiques visant à inverser le CAG en Afrique.

#### **F. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES**

Les objectifs spécifiques du Pré-forum sur le Genre sont :

1. Fournir une plateforme pour les réflexions historiques sur le rôle des femmes dans le leadership et la gouvernance et créer un espace de collaboration permettant de trouver des idées sur la manière dont les femmes peuvent contribuer aux efforts actuels contre la réémergence du CAG ;
2. Améliorer la compréhension des valeurs partagées de l'UA qui sont des cadres normatifs et institutionnels qui existent aux niveaux national, régional et continental en matière d'égalité des sexes, en particulier sur le leadership et la gouvernance ;
3. Fournir une opportunité pour une discussion ciblée sur le rôle du genre dans le leadership politique et dans la démocratisation du continent comme antidote à la CAG .
4. Fournir un espace aux femmes dirigeantes pour partager leurs expériences, leurs défis et les leçons qu'elles ont apprises en contribuant aux discussions sur les femmes dans la gouvernance, le leadership et dans la lutte contre la réapparition du CAG ; et encourager une plus grande inclusion des femmes dans les espaces politiques ainsi que dans le dialogue politique et les processus de prise de décision

#### **G. RÉSULTATS ATTENDUS**

Les résultats suivants seront issus du Pré-forum sur le Genre :

1. Une meilleure compréhension du rôle des femmes dans les processus de prise de décision et renversement du CAG ;

2. Une meilleure compréhension des cadres normatifs et institutionnels existants sur l'égalité des genres, les femmes dans le leadership et les processus décisionnels ; et
3. Une coordination des voix amplifiées des femmes sur la question du CAG

## **H. PRODUCTIONS ATTENDUES**

Les documents suivants seront issus du Pré-forum sur le Genre :

1. Un compte rendu des résultats des conversations ;
2. Un rapport des travaux ;
3. Une (1) note d'orientation ;
4. Des communiqués de presse et des clips et extraits sonores d'actualité dans les médias sociaux ; et
5. Des extraits et des photos de l'engagement sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram).

## **I. MÉTHODOLOGIE**

La réunion se tiendra physiquement et utilisera une combinaison de méthodologies pour faciliter les délibérations. Les discussions seront menées par le biais de plusieurs stratégies interactives, notamment:

1. Discussions des panelistes ;
2. Des conversations approfondies avec des spécialistes et des experts de haut niveau ;
3. Des conversations intergénérationnelles ;
4. L'Afrique parle ; et
5. Forums en plénière.

Les tables rondes des panélistes seront conçues de manière à garantir un échange intergénérationnel ainsi qu'un mélange de perspectives politiques et de perspectives de praticiens dans les conversations, tout en présentant des initiatives pratiques. Le Pré-Forum sur le Genre se caractérisera par une forte implication des médias sociaux, des fils d'information sur les sessions et des extraits sonores, ainsi que d'autres moyens innovants pour stimuler le débat pendant, avant et après la réunion afin d'impliquer un public plus large.

## **J. PARTICIPATION**

Les participants seront choisis parmi :

1. Les organisations axées sur le genre qui travaillent sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme en général et dans les domaines spécifiques examinés au cours de ce pré-forum ;
2. Les États membres de l'UA, y compris les représentants des institutions nationales, les agences qui se concentrent sur la bonne gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme ;
3. Des groupes de réflexion et des instituts de recherche universitaires sélectionnés ayant une expérience sur les questions de gouvernance démocratique, de paix et de sécurité ;
4. Une sélection de professionnels des médias ;
5. Organisations artistiques, culturelles et patrimoniales ;
6. Représentants de la PAG ;
7. Organisations internationales, partenaires du développement et agences de l'ONU ; et
8. Diaspora.

## **K. DATES**

Le Pré-forum sur le Genre se tiendra du **20 - 21 Novembre 2022** à **Cotonou, Bénin**.

#### **L. PARTNERIATS**

Le Pré-Forum sur le genre au DHN est une initiative institutionnalisée de la PAG visant à faciliter la participation des femmes aux délibérations politiques sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme. Le Pré-Forum sera soutenu par le Bureau de l'Envoyé Spécial pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, le Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité dirigeant le processus par l'intermédiaire du Secrétariat de l'AGA-APSA.

#### **M. DOCUMENTATION ET LANGUES DE TRAVAIL**

La documentation pour le Pré-Forum sera partagée par voie électronique. Tous les documents et les nouvelles mises à jour seront disponibles sur [www.au.int/aga](http://www.au.int/aga), [@AGA\\_Platform](https://twitter.com/AGA_Platform) sur [#DGTrends](https://twitter.com/DGTrends).

Le Pré-Forum se déroulera dans les 4 langues de l'UA - **arabe, anglais, français et portugais**. Des interprétations simultanées sont prévues dans les 4 langues et la documentation sera fournie en **français** et en **anglais**.

#### **N. CONTACT**

##### **Amb. Salah Hammad**

Responsable par intérim, Secrétariat de l'AGA-APSA  
Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits Gouvernance,  
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité  
Commission de l'Union Africaine  
Addis Abéba, Ethiopie  
Email: [HammadS@africa-union.org](mailto:HammadS@africa-union.org)

##### **Mme. Makda Mikre Tessema**

Experte en Démocratie et Gouvernance  
Secrétariat de l'AGA - APSA  
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité  
Commission de l'Union Africaine  
Email: [MakdaM@africa-union.org](mailto:MakdaM@africa-union.org)

##### **Ms. Hagar Azzoz**

Chargée de projets,  
Secrétariat AGA-APSA;  
Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits Gouvernance,  
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité  
Commission de l'Union Africaine  
Email: [Azzoozh@africa-union.org](mailto:Azzoozh@africa-union.org)